

Un questionnaire Â« sur lâ??antisÃ©mitisme Â» provoque un tollÃ© dans les universitÃ©s

Description

Une enquÃªte commandÃ©e par le ministÃ¨re de lâ??enseignement supÃ©rieur sur lâ??antisÃ©mitisme provoque la colÃ¨re des universitÃ©s, qui dÃ©noncent un Â« recensement Â» politique.

Par lâ??Agence MÃ©dia Palestine, le 25 novembre 2025



Â« Nous vous remercions par avance pour votre concours Ã cette dÃ©marche dâ??intÃ©rÃªt gÃ©nÃ©ral, qui vise Ã mieux comprendre et prÃ©venir les manifestations dâ??antisÃ©mitisme dans notre communautÃ© acadÃ©mique Â», indiquait mercredi un courrier Ã©lectronique adressÃ© aux prÃ©sidences dâ??Ã©tablissements de lâ??enseignement supÃ©rieur, rÃ©digÃ© par direction gÃ©nÃ©rale de la recherche et de lâ??innovation (DGRI) du ministÃ¨re de lâ??enseignement supÃ©rieur et demandant aux interessÃ©-es de faire remplir un questionnaire Ã leurs employÃ©-es.

De questions intrusives et Ã©trangement formulÃ©es en amalgames et ambiguÃ¯tÃ©s, le formulaire de 44 pages est largement critiquÃ© par le personnel universitaire et les syndicats, qui appellent Ã refuser de le faire remplir.

Dans une pÃ©tition Ã lâ??attention de Philippe Baptiste, ministre de lâ??Enseignement supÃ©rieur, de la Recherche et de lâ??Espace, le Ligue des Droits de lâ??Homme (LDH) reproche au formulaire de ne pas garantir lâ??anonymat des rÃ©ponses, voire de permettre lâ??identification des personnes rÃ©pondant au sondage.

Â« Ce qui est gÃªnant, voire illÃ©gal, câ??est le fait quâ??un supÃ©rieur hiÃ©rarchique demande Ã ses subordonnÃ©s de remplir un questionnaire qui permet de savoir quelles sont ses opinions politiques et religieuses. Ce nâ??est pas un sondage, câ??est un recensement ! Â», dÃ©nonce Emmanuel de Lescure, secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du syndicat Snesup-FSU.

La pÃ©tition de la LDH affirme en outre que le questionnaire Â« utilise des concepts comme â??antisÃ©mitismeâ??, â??islamophobieâ??, â??sionismeâ?? sans jamais les dÃ©finir, ni demander comment les personnes les comprennent. Il opÃ¨re des amalgames problÃ©matiques entre actes ou propos antisÃ©mites, questions sur la perception des personnes dâ??origine juive, opinions sur le conflit israÃ©lo-palestinien, positionnements politiques et soutien Ã la cause palestinienne. De telles confusions compromettent toute interprÃ©tation scientifique dâ??une enquÃªte. Â»

Des captures dâ??Ã©crans ont Ã©tÃ© relayÃ©es par plusieurs mÃ©dias, indiquant des questions ambigÃ¼es et sans permettre aux rÃ©pondant-es la moindre nuance, ni de ne pas rÃ©pondre Ã une question. Ainsi, Ã la question Â« Quand vous pensez Ã la situation dâ??IsraÃ«l, de laquelle des deux opinions suivantes Ãªtes-vous le plus proche ? Â» Lâ??institut ne propose que deux rÃ©ponses : Â« IsraÃ«l est un pays puissant qui mÃ¨ne une politique agressive vis-Ã -vis de ses voisins Â» ou Â« IsraÃ«l est un petit pays qui se dÃ©fend contre des pays voisins dont certains souhaitent le dÃ©truire Â».

Â« Tout semble concourir Ã ce que ce recensement donne lieu Ã des interprÃ©tations inappropriÃ©es pour Ã©clairer lâ??action publique Â», conclut la LDH dans sa pÃ©tition. Â« Le traitement mÃ©diatique dâ??autres enquÃªtes menÃ©es sur des sujets controversÃ©s, avec des mÃ©thodologies inadÃ©quates, invite Ã©galement Ã la prudence. Â»

De nombreux-ses prÃ©sident-es dâ??universitÃ© ont dâ??ors et dÃ©jÃ annoncÃ© leur refus de faire circuler ce questionnaire.

Quelques articles pour aller plus loin :

PolÃ©mique Ã Lyon 2 : un enseignant calomniÃ© pour son appel au boycott

Loi contre lâ??antisÃ©mitisme Ã lâ??universitÃ© : un tournant dans la rÃ©pression du mouvement Ã©tudiant solidaire avec la Palestine

5. Â« Les universitÃ©s, voilÃ lâ??ennemi. Â»

date crÃ©Ã©e
2025/11/25